

Democracy in Europe Movement 2025

MANIFESTE POUR DÉMOCRATISER L'EUROPE

Quelles que soient les inquiétudes que leur inspirent leur compétitivité mondiale, les flux migratoires et le terrorisme, un seul risque terrifie vraiment les Pouvoirs qui tiennent l'Europe: la démocratie! Ils parlent au nom de la démocratie, mais dans la pratique ils la nient, ils l'exorcisent, ils la suppriment. Ils cherchent constamment à récupérer, esquiver, corrompre, mystifier, usurper et manipuler la démocratie pour briser son énergie et arrêter ses potentialités.

Le pouvoir aux peuples d'Europe! Le gouvernement du Démos!

Voilà le cauchemar commun qui hante:

- la bureaucratie de Bruxelles (et ses plus de 10 000 lobbyistes) ;
- les inspecteurs de ses « escadrons de choc », et la Troïka qu'ils ont formée avec des « technocrates » non élus d'autres institutions européennes et internationales ;
- le puissant Eurogroupe, sans fondement dans le droit ni dans les traités ;
- les banquiers renfloués, gérants de fonds spéculatifs et oligarchies résurgentes, avec leur éternel mépris des multitudes et de leurs expressions organisées ;
- les partis qui exaltent le libéralisme politique, la démocratie, la liberté et la solidarité pour mieux trahir leurs principes les plus chers quand ils sont au pouvoir ;
- les gouvernements qui alimentent une épouvantable inégalité en infligeant une austérité sans issue ;
- les titans des médias qui ont fait de l'exacerbation des peurs une forme d'art et une source magnifique de pouvoir et de profit ;
- les grandes entreprises qui, de mèche avec des administrations publiques opaques, investissent dans les mêmes peurs pour promouvoir le secret, et une culture de la surveillance capable de plier l'opinion publique à leur volonté.

L'Union européenne a été une réussite exceptionnelle: en rassemblant pacifiquement des peuples européens de langues différentes, immergés dans des cultures différentes, elle a prouvé que nous pouvons créer une base commune de droits humains sur un continent qui a été, il n'y a pas si longtemps, le foyer des tueries du chauvinisme, du racisme et de la barbarie. L'Union européenne aurait pu être une lumière pour le monde, montrer à toute la planète qu'il est possible d'arracher la paix et la solidarité aux mâchoires du conflit et de l'intolérance.

Hélas, les peuples européens, qui commençaient à s'unir malgré la multiplicité et la diversité de leurs langues et de leurs cultures, sont aujourd'hui divisés par une bureaucratie commune et par une monnaie commune. Une confédération de politiciens myopes, de hauts fonctionnaires candidés en économie et d'experts incompetents qui n'entendent rien à la finance se soumet servilement aux diktats de conglomérats financiers et industriels, ce qui discrédite l'Europe et provoque un dangereux choc en retour antieuropéen. On est en train de dresser des nations fières les unes contre les autres. **On réveille le nationalisme, l'extrémisme et le racisme.**

L'une après l'autre, les économies de la zone euro sont précipitées dans l'abîme de l'austérité compétitive. **Les résultats sont clairs:** récession permanente dans les pays faibles, investissement anémique dans ceux du noyau dur, inégalité sans précédent et désenchantement général partout. Simultanément, les États membres de l'Union européenne mais pas de la zone euro sont exaspérés. Ils cherchent partenaires et inspiration sous d'autres cieux, où ils ne trouveront, très probablement, que des accords de libre-échange opaques et coercitifs qui mineront leur souveraineté.

Cette « Europe » inefficace, autoritaire, illégitime et antidémocratique se fragmente. **Les Européens sont déchirés entre les deux termes d'un faux choix:**

- se replier dans le cocon de leur État-nation
- ou capituler et se rendre à la zone hors-démocratie de Bruxelles.

Mais dans les deux cas - retour à l'État-nation ou adhésion totale à l'Union européenne existante, les conséquences seront effroyables pour l'Europe, pour les Européens et pour les pro-Européens.

Il faut un autre cap. Et il y en a un.

C'est celui auquel l'« Europe » officielle résiste des quatre fers, de toutes les forces de sa mentalité et de ses pratiques de cartel. C'est l'antidote à l'autoritarisme qui ronge l'Union européenne et ses institutions: l'irruption de la démocratie.

Notre mouvement, **DIEM25**, veut appeler à cette irruption. La démocratisation de l'Union européenne doit commencer immédiatement, car sans démarrage rapide il sera peut-être impossible de surmonter la résistance institutionnalisée à temps, avant que l'Europe ait franchi le point de non-retour.

Notre objectif, démocratiser l'Europe, est réaliste. Il n'est pas plus utopique de la démocratiser qu'il ne l'était au tout début de la construire. En fait, il est moins utopique de la démocratiser que de tenter de maintenir en vie l'actuelle Union européenne antidémocratique qui se fragmente.

Notre objectif, démocratiser l'Europe, est d'une urgence extrême. Nous lui donnons dix ans: horizon 2025.

Si nous n'avons pas démocratisé l'Europe à cette date, si les pouvoirs autocratiques de l'Europe réussissent à étouffer la démocratisation, l'Union européenne s'effondrera sous sa propre arrogance, sous son hubris, elle éclatera, et sa chute infligera de terribles épreuves dans le monde entier – pas seulement en Europe.

POURQUOI L'EUROPE PERD-ELLE SON INTÉGRITÉ MORALE ET SON ÂME?

Dans les décennies d'après guerre où a été construite l'Union européenne, les cultures nationales ont été revitalisées dans un esprit d'internationalisme, d'effacement des frontières, de prospérité partagée et de hausse des niveaux de vie qui a rapproché les Européens. **Mais l'œuf du serpent était au cœur du processus d'intégration.**

Économiquement, l'Union européenne à sa naissance était un cartel de l'industrie lourde (plus tard élargi à des agriculteurs), bien décidé à fixer des prix et à redistribuer des profits d'oligopole à travers sa bureaucratie bruxelloise. Le cartel émergent, et son administration installée à Bruxelles, avaient peur du Démon et méprisaient l'idée de gouvernement par le peuple.

Patiemment, méthodiquement, un processus de dépolitisation de la prise de décision s'est mis en place. Il s'est traduit par un effort asséchant mais continu pour ôter le Démon de la démocratie et habiller toute décision d'un fatalisme pseudo-technocratique ambiant. Les politiciens nationaux ont été joliment récompensés d'avoir consenti à faire de la Commission, du Conseil, du Conseil Ecofin, de l'Eurogroupe et de la BCE des zones hors politique. **Quiconque s'opposait à ce processus de dépolitisation était étiqueté « antieuropéen »** et traité comme une dissonance discordante.

Un gros mensonge est donc tapi au cœur de la bureaucratie de l'Union européenne: elle prétend que sa façon opaque et verticale de décider est apolitique, et elle exige que nous la traitions tous comme telle. En réalité, ses procédures sont ultra-politiques, puisqu'elles tentent de tuer la démocratie en assimilant les décisions politiques à des problèmes techniques. Elles masquent l'objectif réel de la sanctification des « règles »: empêcher la majorité des Européens d'exercer un pouvoir démocratique sur la monnaie et la finance – et défendre les intérêts des vrais maîtres de cette bureaucratie, les conglomérats financiers et industriels.

Le prix de ce mensonge n'est pas seulement que la démocratie disparaît, mais aussi que les politiques économiques sont mauvaises. **Nul ne devrait être surpris que les institutions économiques et politiques de l'Europe aient abouti à des résultats économiques effroyables et à des épreuves que l'on aurait pu éviter.**

- Les règles devraient être au service des Européens, pas le contraire.
- Les monnaies devraient être des instruments, pas des fins en soi.
- Un marché unique n'est compatible avec la démocratie que s'il comprend des mécanismes communs, choisis et construits démocratiquement, pour protéger les Européens les plus faibles et l'environnement.
- La démocratie est essentielle pour restreindre les pires élans autodestructeurs du capitalisme et pour ouvrir une fenêtre sur de nouveaux horizons d'harmonie sociale et de développement durable.

Pour réagir à l'échec inévitable de l'économie sociale cartellisée de l'Europe, incapable de rebondir après la Grande Récession qui a suivi 2008, les institutions de l'Union européenne, qui sont la cause de cet échec, se sont lancées dans une escalade de l'autoritarisme. Plus elles asphyxient la démocratie, moins leur autorité politique est légitime et plus la récession économique est forte – donc plus elles ont besoin de muscler leur autoritarisme. Dans ces conditions, les ennemis de la démocratie accumulent de nouveaux pouvoirs tout en perdant leur légitimité et en limitant l'espoir et la prospérité à une toute petite élite (qui ne peut en jouir qu'à l'abri des murailles nécessaires pour la protéger du reste de la société).

C'est par ce processus invisible que la crise de l'Europe replie nos nations sur elles-mêmes et les tourne les unes contre les autres, en amplifiant le chauvinisme et la xénophobie préexistantes. La privatisation de l'angoisse, la peur de l'autre, la nationalisation de l'ambition et la renationalisation de la politique nous menacent d'une désintégration pernicieuse de nos intérêts communs, dont l'Europe ne peut que souffrir. Les lamentables réactions de l'Europe à ses crises bancaires, à ses crises de la dette, à la crise des réfugiés, au besoin d'une politique étrangère et antiterroriste cohérente, sont autant d'exemples de ce qui se passe quand le mot « solidarité » perd son sens:

- L'habitude de postuler que, chaque fois qu'il faut redresser le budget d'un État ou renflouer une banque, le monde du travail et les éléments les plus fragiles de la société doivent payer pour les péchés des rentiers les plus riches.
- La blessure infligée à l'intégrité morale de l'Europe quand on a écrasé le printemps d'Athènes, puis imposé à la Grèce un programme de « réforme » économique qui a été conçu pour échouer.
- Le « pas chez nous » scandaleux de la plupart des États membres de l'Union européenne face aux réfugiés débarquant sur les côtes de l'Europe – qui montre qu'un modèle de gouvernance européen disloqué aboutit au déclin moral et à la paralysie politique, et prouve que la xénophobie envers les non-Européens suit la mort de la solidarité intra-européenne.
- L'expression comique que nous obtenons quand nous associons les mots « politique », « étrangère » et « européenne ».
- La facilité avec laquelle les gouvernements européens ont décidé, après les effroyables attentats de Paris, que la solution consiste à rétablir les frontières, alors que la plupart des terroristes qui les ont commis étaient des citoyens de l'Union européenne – encore un signe de la panique morale qui submerge cette Union incapable d'unir les Européens pour forger des réponses communes à leurs problèmes communs.

QUE FAIRE? NOTRE HORIZON

Pour avoir une Union européenne prospère et fonctionnelle, une condition préalable est la démocratie dans toute l'Europe. Nous estimons que le temps qui reste à l'Union est compté, qu'il avance vite. Elle doit changer. Changer de cap immédiatement en vue de créer une union

démocratique en 2025 au plus tard. La bureaucratie de l'Union européenne, qu'anime aujourd'hui un profond mépris de la démocratie, doit absolument se démocratiser. Ou elle se désintégrera.

La force motrice de **DIEM25** est une idée simple, radicale:

Démocratisons l'Europe! La démocratie ne peut pas être un luxe offert aux créanciers et refusé aux débiteurs.

Le pragmatisme nous impose de nous fixer de grandes étapes selon un calendrier réaliste. C'est pour- quoi DIEM25 va viser quatre percées majeures, à des intervalles réguliers, pour faire advenir une Europe pleinement démocratique et fonctionnelle en 2025.

Aujourd'hui, les Européens se sentent abandonnés par les institutions de l'Union partout en Europe. De Helsinki à Lisbonne, de Dublin à la Crète, de Leipzig à Aberdeen, ils comprennent qu'un choix radical approche à grands pas: entre la démocratie authentique et la désintégration insidieuse. Nous devons décider de faire bloc pour que l'Europe fasse le choix qui s'impose: la démocratie authentique!

Quand on nous demande ce que nous voulons et quand nous le voulons, nous répondons:

IMMÉDIATEMENT: La transparence complète de la prise de décision.

- Diffusion en streaming, en direct, des réunions du Conseil de l'Union européenne, du Conseil ECOFIN et de l'Eurogroupe.
- Publication des minutes des réunions du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne quelques semaines après leur tenue.
- Mise en ligne de tous les documents concernant les négociations cruciales (par exemple, Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, prêts de « renflouement », statut de la Grande- Bretagne) qui vont avoir une influence multiforme sur l'avenir des citoyens européens.
- Inscription obligatoire des lobbyistes sur un registre où figurent notamment les noms de leurs clients, leur rémunération et un compte rendu de leurs entretiens avec les responsables publics (élus et non élus).

•

DANS LES DOUZE MOIS: Une offensive contre la crise économique en cours, en utilisant les institutions existantes et dans le cadre des traités européens existants. La crise actuelle de l'Europe se déroule simultanément dans quatre domaines:

- la dette publique
- les banques
- l'insuffisance de l'investissement, et
- la montée de la pauvreté.

Aujourd'hui, ces quatre problèmes sont tous laissés aux mains des gouvernements nationaux, qui n'ont pas les moyens d'agir sur eux. DIEM25 présentera des propositions détaillées pour les européeniser tous les quatre, tout en limitant les prérogatives arbitraires de Bruxelles et en rendant le pouvoir aux parlements nationaux, aux conseils régionaux, aux municipalités et aux communautés de base. Les mesures proposées viseront à redéployer les institutions existantes (par réinterprétation créatrice des chartes et traités existants) pour stabiliser les crises de la dette publique, des banques, de l'insuffisance des investissements et de la montée de la pauvreté.

DANS LES DEUX ANS: Une Assemblée constituante.

Les Européens ont le droit d'examiner l'avenir de l'Union, et le devoir de transformer l'Europe (à l'horizon 2025) en démocratie pleine et entière, dotée d'un Parlement souverain qui respecte l'autodétermination nationale et partage le pouvoir avec les parlements nationaux, les conseils

régionaux et les conseils municipaux. Pour qu'ils puissent le faire, il faut convoquer une Assemblée de leurs représentants. DIEM25 va préconiser une Assemblée constituante composée de représentants élus sur des listes transnationales. Aujourd'hui, quand des universités sollicitent des fonds de recherche à Bruxelles, elles sont tenues d'établir des alliances transnationales. Dans le même esprit, pour l'élection de l'Assemblée constituante, les listes doivent être tenues de comporter des candidats issus de la majorité des pays européens. L'Assemblée constituante sortie des urnes aura pouvoir de décision sur une future constitution démocratique, qui remplacera tous les traités européens existants dans les dix ans.

À L'HORIZON 2025: La mise en œuvre des décisions de l'Assemblée constituante.

QUI RÉALISERA LE CHANGEMENT?

Nous, les peuples d'Europe, avons décidé de reprendre le contrôle de notre Europe aux technocrates irresponsables et aux institutions opaques.

Nous constituons DIEM25 pour passer d'une Europe du « Nous les gouvernements » et du « Nous les technocrates » à une Europe du « Nous les peuples européens » .

Nous avons quatre principes:

- Aucun peuple européen ne peut être libre tant que la démocratie d'un autre est violée.
- Aucun peuple européen ne peut vivre dans la dignité tant qu'un autre en est privé.
- Aucun peuple européen ne peut espérer la prospérité si un autre est précipité dans l'insolvabilité et la dépression permanentes.
- Aucun peuple européen ne peut se développer sans biens élémentaires pour ses citoyens les plus modestes, développement humain, équilibre écologique et détermination à s'affranchir totalement des énergies fossiles dans un monde qui change ses modes de fonctionnement – et pas le climat de la planète.

Nous nous inscrivons dans une magnifique tradition d'Européens en lutte au fil des siècles contre la « voix de la sagesse » qui leur disait: la démocratie est un luxe et les faibles subissent ce qu'ils doivent.

Dévoués à nos principes par le cœur, l'esprit et la volonté, et déterminés à faire une différence, nous déclarons ce qui suit:

NOTRE ENGAGEMENT

Nous appelons les Européens à nous rejoindre immédiatement pour créer le mouvement européen DIEM25 en vue de:

- démocratiser l'Union européenne ;
- mettre fin à la réduction de toute relation politique à des rapports de force camouflés en décisions purement techniques ;
- soumettre la bureaucratie de l'Union européenne à la volonté des peuples souverains d'Europe ;
- démanteler la priorité permanente du pouvoir des grandes entreprises sur la volonté des citoyens ;
- repolitiser les règles qui gouvernent notre marché unique et notre monnaie commune.
-

Nous estimons que le modèle des alliances boiteuses entre partis nationaux au Parlement européen est obsolète. Le combat pour la « démocratie par la base » (au niveau local, régional ou national) est nécessaire, mais il reste insuffisant s'il est mené sans stratégie internationaliste en vue d'une coalition paneuropéenne pour démocratiser l'Europe. **Les démocrates européens**

doivent d'abord s'unir, forger un programme commun, et ensuite trouver comment faire le lien avec les collectivités locales et au niveau régional et national.

Nous venons de toutes les régions du continent, et nous sommes unis par nos différences de cultures, de langues, d'accents, d'affiliations politiques, d'idéologies, de couleurs de peau, d'identités sexuelles, de confessions et de conceptions de la société idéale.

Notre objectif suprême, démocratiser l'Union européenne, est indissociable de l'ambition de promouvoir l'autogouvernement (économique, politique et social) sur le plan local, municipal, régional et national ; d'ouvrir grand les portes des lieux de pouvoir à la population ; de faire cause commune avec les mouvements sociaux et civiques ; et d'émanciper les autorités publiques, à tous les niveaux, du pouvoir des bureaucraties et des grandes entreprises.

Nous sommes inspirés par une Europe de la Raison, de la Liberté, de la Tolérance et de l'Imagination, rendue possible par une Transparence exhaustive, une Solidarité réelle et une Démocratie authentique.

Nous voulons:

- Une Europe démocratique où toute autorité politique vient des peuples souverains d'Europe.
- Une Europe transparente où toute prise de décision a lieu sous le regard des citoyens.
- Une Europe unie dont les citoyens ont autant en commun dans l'espace transnational que national.
- Une Europe réaliste qui entreprend des réformes démocratiques radicales mais réalisables.
- Une Europe décentralisée qui se sert du pouvoir central pour maximiser la démocratie à tous les niveaux: lieux de travail, villes, agglomérations, régions et États.
- Une Europe pluraliste des régions, des ethnies, des confessions, des nations, des langues et des cultures.
- Une Europe égalitaire qui célèbre la différence et met fin à la discrimination de genre, de couleur, de classe ou d'orientation sexuelle.
- Une Europe cultivée qui mobilise la diversité culturelle de sa population et œuvre à promouvoir son héritage inestimable, mais aussi le travail des artistes, musiciens, écrivains et poètes dissidents de l'Europe.
- Une Europe sociale qui comprend que la liberté ne suppose pas seulement d'être affranchi des ingérences mais aussi de disposer des biens élémentaires qui libèrent du besoin et de l'exploitation.
- Une Europe productive qui oriente l'investissement en vue d'une prospérité verte et partagée.
- Une Europe durable qui vit dans la limite des moyens de la planète, en réduisant au minimum son impact environnemental et en laissant le plus possible d'énergie fossile sous terre.
- Une Europe écologique engagée dans une authentique transition verte au niveau mondial.
- Une Europe créative qui libère la puissance innovante de l'imagination de ses citoyens.
- Une Europe technologique qui met les technologies nouvelles au service de la solidarité.
- Une Europe consciente de son histoire qui se cherche un bel avenir sans esquiver son passé.
- Une Europe internationaliste qui traite les non-Européens comme des fins en soi.
- Une Europe pacifique qui pratique la désescalade des tensions à l'Est et en Méditerranée, en faisant barrage aux sirènes du militarisme et de l'expansionnisme.
- Une Europe ouverte qui est sensible aux idées, aux personnes et aux inspirations venues du monde entier, parce qu'elle comprend que les barrières et les frontières sont des signes de faiblesse qui répandent l'insécurité au nom de la sécurité.
- Une Europe libérée où le privilège, le préjugé, la misère et la menace de la violence s'estompent, si bien que les Européens seront moins voués à des rôles stéréotypés dès la naissance, jouiront de chances égales de développer leurs potentialités et seront libres de choisir davantage leurs partenaires dans la vie, au travail et dans la société.